N° 399 - 2025

ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT 28 route de Crozon en CROZON

Le Maire de la Commune de CROZON,

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L. 2212, L. 2212-2 et L. 2213.1,

Vu le Code de la Route,

Vu le nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Considérant que des travaux de réparation de conduite TELECOM doivent être exécutés 28 route de Crozon en CROZON, par la société AZUR RENOV – 2 allée Théodore Monod – 64210 Bidart, pour le compte d'ORANGE, du 26 au 29 mai 2025,

Considérant que ces travaux rendent nécessaire l'application de mesures de précautions spéciales,

ARRETE

ARTICLE 1 **Du 26 au 29 mai 2025 de 20 heures à 5 heures**
Le stationnement de tout véhicule sera interdit au droit du 28 route de Crozon en CROZON, afin d'y effectuer des travaux de réparation de conduite TELECOM.

ARTICLE 2 **Du 26 au 29 mai 2025 de 20 heures à 5 heures**
Durant la période des travaux, la circulation des véhicules se fera par :

- Rétrécissement de la voie de circulation
- Cônes de signalisation
- Vitesse limitée à 30 km/h
- Stationnement interdit au droit du chantier
- Signalisation de nuit

ARTICLE 3 L'accès aux secours, aux propriétés riveraines et au service de répurgation sera maintenu durant la période des travaux.

ARTICLE 4 La pré-signalisation et la signalisation de chantier seront mises en place sous la responsabilité de la société AZUR RENOV – 2 allée Théodore Monod – 64210 Bidart.

ARTICLE 5 Tout véhicule gênant fera l'objet d'une mise en fourrière par un service de dépannage agréé aux frais du propriétaire, sous le contrôle de la gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 6 Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 7 Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par apposition aux extrémités des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

ARTICLE 8 Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie.

ARTICLE 9 Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Directrice Générale des Services de la Ville de CROZON
Service de Police Municipale
BTA Gendarmerie de la Presqu'île de CROZON
Services Techniques Municipaux
Communauté de Communes de la Presqu'île de Crozon Aulne Maritime.

Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à la société AZUR RENOV – 2 allée Théodore Monod – 64210 Bidart.

Pour extrait certifié conforme
A CROZON, le 14 mai 2025
P/Le Maire

MAIRIE DE CROZON

Lionel GAY

Directeur des Services Techniques